



HAL
open science

Roumanie : l'utopie unitaire en question

Antonela Capelle-Pogacean

► **To cite this version:**

Antonela Capelle-Pogacean. Roumanie : l'utopie unitaire en question. Critique Internationale, 2000, 6, pp.101-120. 10.3406/criti.2000.1380 . hal-01016932

HAL Id: hal-01016932

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01016932>

Submitted on 1 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives | 4.0 International License



Roumanie : l'utopie unitaire en question

par Antonela Capelle-Pogăcean

e n décembre 1989, l'écroulement dans la violence du régime Ceausescu fut perçu par les Roumains, pour la plupart spectateurs des événements devant leurs postes de télévision, comme un « miracle » à la veille de Noël. Par le courage de ceux qui avaient affronté les forces de l'ordre au nom de la liberté, la nation semblait recouvrer sa dignité et son unité. L'armée, après avoir participé à la répression, avait rejoint le camp des insurgés et répondu à leur appel : « Vous aussi, vous êtes roumains ! ». Il fallait alors exorciser le mal, l'éliminer du corps de la nation. Pendant plusieurs jours, les quotidiens ont écrit les noms du couple Ceausescu sans majuscules.

Mais l'état de grâce fut de courte durée. Avec la constitution des partis politiques, le « miracle » fut sollicité pour fonder de nouvelles légitimités et fit l'objet de multiples tentatives de rationalisation. Les « événements » apparaissaient de plus en plus opaques à mesure que les informations s'accumulaient. Révolution, complot interne, complot externe, ces interprétations divergentes recueillaient des adhésions populaires et cristallisaient les oppositions au sein de la société. L'épisode de décembre 1989 tardait à révéler son sens¹.

1. Catherine Durandin parle d'absence d'*inaugural*, « d'une conception de ce qu'est et de ce que veut devenir la société roumaine postcommuniste ». « Avant-propos », dans *Histoire des Roumains*, Paris, Fayard, 1995, p. 11.

La redécouverte des fractures de la nation

Cette absence de projet collectif n'était pas spécifique à la Roumanie², mais elle y fut aggravée par les circonstances troubles de l'effondrement du régime Ceausescu, qui ont miné dès le départ la légitimité du nouveau pouvoir : dès lors, ses contestataires et ses défenseurs ont formulé leur face-à-face en termes radicaux, nourris par des conflits de mémoire et excluant toute négociation politique. Les premiers, méconnaissant le « pays réel », ne voyaient l'avenir de la société qu'à travers l'idéalisation de l'entre-deux-guerres et du « retour à l'Europe ». Ils ont rejeté dans une démarche moralisatrice le nouveau pouvoir qualifié de « (néo)-communiste » : le FSN (Front du salut national) était le continuateur du PCR (Parti communiste roumain), décembre 1989 ne représentait aucune rupture. Les seconds ont dénoncé l'alliance, dans l'opposition, des intellectuels démocrates et des « partis historiques »³ ressuscités après le 22 décembre 1989, accusés tout à la fois de vouloir restaurer la Roumanie monarchique de l'entre-deux-guerres et de subordonner la nation aux intérêts occidentaux. L'absence de tout langage commun, la coupure radicale entre les deux camps ont débouché sur la violence. D'où les confrontations sanglantes de juin 1990, lorsque les mineurs de la vallée du Jiu furent appelés en renfort pour mettre au pas les opposants qui manifestaient contre le régime Iliescu sur la place de l'Université de Bucarest. Quelques mois auparavant, en mars, la ville transylvaine de Tîrgu-Mures avait déjà été le théâtre d'affrontements entre Roumains et Hongrois.

Ces violences témoignaient de divisions profondes au sein de la société au lendemain de la chute du communisme. Pour certains commentateurs proches de l'opposition, elles révélaient l'existence de deux Roumanie : l'une ouverte à la démocratie, à l'Europe, l'autre, toujours prisonnière du régime passé, tentée par l'isolement⁴. Le débat sur le régime politique et le débat sur la composition de la communauté nationale légitime se confondaient ainsi⁵.

En l'absence d'un consensus minimal sur les critères permettant de définir le « nous politique » et sur les valeurs qui devaient fonder la nouvelle démocratie, les élites politico-intellectuelles ont développé des discours ultranationalistes, populistes, ou encore pro-européens mais conservateurs, qui érigeaient en valeur centrale l'unité nationale garantie par l'État. Cette réactivation de la tradition unitariste s'adressait en partie à la minorité magyare (7,1 %), elle aussi engagée, après l'effondrement du national-communisme, dans un processus de construction nationale : création d'institutions et de structures propres et resserrement des liens avec la Hongrie voisine, redéfinie comme mère-patrie. Ces initiatives ont été perçues (ou instrumentalisées) par les autres Roumains comme des menaces à la stabilité, voire à l'intégrité, de l'État-nation. Une tradition de compétition hungaroroumaine pour la domination de la Transylvanie a été ainsi réactivée. Les reven-

dications magyares de droits culturels et d'autonomie ont renforcé les craintes d'éclatement et de chaos et ont contribué à la fétichisation de l'unité. Tout débat sur la réforme administrative de l'État et l'autonomie locale a donc été évacué.

En juillet 1990, la fête nationale fut fixée au 1^{er} décembre : il s'agit de la date à laquelle les Roumains de Transylvanie ont plébiscité, lors de l'effondrement de l'Empire austro-hongrois, en 1918, l'union avec le Royaume roumain⁶. Ce choix célébrait la naissance de la Grande Roumanie, qui réunissait au sein du même État tous les enfants de la patrie et tous ses territoires. Il se prêtait à des interprétations ultranationalistes, mais pas seulement : dans les perceptions d'une autre partie de la population, il rappelait une période extrêmement idéalisée – l'entre-deux-guerres – définie comme l'Âge d'or d'une nation démocratique et européenne. C'était « le point le plus haut atteint par le destin historique des Roumains »⁷. Mais, dans la mémoire historique hongroise, cette date était associée à la défaite, à l'injustice, au malheur et ne pouvait que susciter frustration et victimisation, puisque la réalisation de l'aspiration nationale roumaine avait coïncidé avec la fin de la Grande Hongrie. Objet d'un large consensus – fût-il fondé sur un malentendu – au sein de la majorité roumaine, ce choix était peu susceptible de favoriser l'inclusion symbolique de la minorité hongroise dans une communauté politique refondée sur les valeurs de la démocratie libérale. L'historien Radu Popa, intellectuel démocrate,

2. Jacques Rupnik faisait ce même constat à propos de la Pologne, de la République tchèque et de la Hongrie : voir « Le réveil des nationalismes », dans Jacques Rupnik (dir.), *Le décbirement des nations*, Paris, Le Seuil, 1995, pp. 9-40 (p. 11). Cette absence de projet collectif interroge finalement le sens des révolutions est-européennes, portées non par une nouvelle utopie, mais par une aspiration à une « normalité » définie le plus souvent, en l'absence d'autres perspectives, par référence à un modèle occidental interprété à travers l'équation démocratie = prospérité. La référence occidentale n'exclut pas les références autochtones, la période de l'entre-deux-guerres, avant l'installation des régimes communistes, étant particulièrement sollicitée dans la plupart des pays centre- et est-européens. Voir notamment Ralf Dahrendorf, *Réflexions sur la révolution en Europe, 1989-1990*, Paris, Le Seuil, 1991 ; Andrew Arato, « Interpreting 1989 », *Social Research*, vol. 60, n° 3, automne 1993, pp. 609-646 ; Jeffrey C. Issac, « The meanings of 1989 », *Social Research*, vol. 63, n° 2, été 1996, pp. 291-344 ; S.N. Eisenstadt, « The breakdown of communist regimes and the vicissitudes of modernity », *Daedalus*, printemps 1992, pp. 21-41.

3. Il s'agit des partis interdits par les communistes après leur prise de pouvoir, notamment du Parti national paysan chrétien et démocrate, du Parti national libéral et du Parti social-démocrate roumain. Les dirigeants de ces partis avaient fait de longues années de prison après 1946.

4. La variante radicale de cette interprétation opposait une Roumanie saine à une Roumanie malade, dans un discours de la pathologie sociale. Voir Sorin Antohi, « Români în anii '90 : geografie simbolică și identitate socială », dans Sorin Antohi, *Exercitiul distanței* [L'exercice de la distance], Bucarest, Nemira, 1997, pp. 292-316. La version française de cette analyse a paru dans *Transitions (ex-Revue des Pays de l'Est)*, vol. XXXIX, n° 1, 1998, pp. 111-134.

5. Ceci ne constitue pas une spécificité roumaine. Une telle confusion entre les deux débats est signalée par Jean Leca dans « La démocratie à l'épreuve des pluralismes », *Revue française de science politique*, avril 1996, pp. 225-276.

6. Jusqu'en 1526, date de la défaite des Hongrois face aux Turcs, à Mohács, la Transylvanie avait appartenu au royaume de Hongrie. Après cette défaite, elle est devenue principauté vassale de la Sublime Porte et s'est vu ainsi reconnaître un statut semi-indépendant. En 1699, elle fut annexée à l'empire des Habsbourg. En 1867, au moment du compromis austro-hongrois, elle fut rattachée à la Couronne hongroise, conformément aux vœux magyars, et perdit son autonomie. Au moment de l'éclatement de la Double monarchie à la fin de la Première Guerre mondiale, la majorité roumaine de la province se prononça pour son rattachement à la Roumanie.

7. Voir Alianta civică, « Apel către clasa politică » [Appel à la classe politique], *România liberă*, 30 novembre 1998.

mettait en garde, le 30 novembre 1990, contre la « survalorisation d'événements historiques ayant une signification nationale, qui risque d'entraver les progrès et la démocratisation ô combien nécessaires »⁸. Sa voix est restée isolée même parmi les démocrates, et l'« inaccompli du passé »⁹ – les promesses non tenues de l'union de 1918¹⁰ – a été occultée.

Cette date comportait également une dimension irrédentiste implicite car le rattachement de la Transylvanie en 1918 suivait de peu ceux de la Bessarabie et de la Bukovine¹¹. Or ces deux territoires, englobés dans les frontières soviétiques après la Seconde Guerre mondiale, se sont retrouvés, après la désintégration de l'URSS, faire partie respectivement de la Moldavie et de l'Ukraine. L'aspiration à la réunification n'était pas absente du discours de l'opposition démocratique, marqué par une tension non explicitée entre les représentations individualistes et civiques de la nation (retour à l'Europe, ouverture à l'égard des minorités) et les représentations historicisantes, ethno-territoriales.

Comme la fête nationale, la Constitution de 1991 a valorisé l'unité. Sur le modèle du texte de 1923, elle a défini la Roumanie comme un État national, souverain et indépendant, unitaire et indivisible, et cette disposition, contrairement au paragraphe consacré à la forme de gouvernement (républicaine ou monarchique), qui fut âprement débattu, ne fut rejetée que par les élus issus de la minorité hongroise. Avec des minorités représentant 10 % de la population, expliquaient-ils en s'appuyant sur une logique ethno-linguistique, la Roumanie est un État multinational. Le texte de la Constitution, même s'il mettait en avant une définition civique de la nation, n'était pas sans ambiguïtés sur cette question. Il introduisait en effet trois sujets politiques : le citoyen, défini par ses droits et ses obligations, le peuple roumain, et la minorité ethnique. Le texte reconnaissait l'égalité des citoyens et le droit des personnes appartenant aux minorités à préserver leur identité ethnique, mais il faisait reposer l'État sur l'unité du peuple roumain (« L'État a pour fondement l'unité du peuple roumain », article 4). Or la notion de peuple roumain est ambiguë, la référence à l'ethnicité n'en étant pas exclue, comme en témoignait l'article 7 concernant les Roumains hors frontières¹². Bref, l'État n'était pas neutre, un privilège symbolique étant accordé à la majorité.

Ainsi, au moment du passage à la démocratie, de la brusque ouverture sur l'Europe et le monde après des décennies d'isolement, la société roumaine a offert le spectacle de ses déchirures quant à la compréhension de son passé et de ses intérêts. Le clivage ethnique l'a révélée comme « société plurale divisée »¹³. La tendance dominante fut alors de sublimer les ruptures et de sacraliser l'unité nationale. Les tensions liées à l'émergence du pluralisme politique, la manipulation des symboles de la nation par des acteurs en quête de légitimité ont favorisé, certes, cette évolution. Mais en même temps, la société roumaine renouait ainsi avec le discours unitariste du XIX^e siècle, qui avait survécu aux ruptures politiques et aux changements de régime.

L'utopie de l'unité au service de la construction nationale

Les premiers jalons d'une proto-idéologie nationale, centrée sur les origines (latines) communes aux Roumains éparpillés entre la Transylvanie, la Moldavie et la Valachie et sur la continuité roumaine dans l'espace de la Dacie antique, ont été posés à la fin du XVIII^e siècle par des clercs uniates¹⁴ roumains de Transylvanie. Ce discours polémique, qui mettait en question la légitimité de la domination hongroise sur cette région, a énoncé ainsi les trois thèmes qui fonderont la mythologie nationale : les origines, l'unité et la continuité. Les quarante-huitards moldo-valaques ont construit sur ces bases une idéologie soutenant un projet politique romantique, visant à inscrire la nation dans la modernité à travers l'union de tous les Roumains et le rassemblement de tous leurs territoires au sein d'un seul État. Celui-ci devait être fondé sur la nation ethno-culturelle lui préexistant, soit, pour reprendre les termes de l'historien et homme politique Mihail Kogălniceanu, sur « un même peuple, homogène comme nul autre ».

8. Radu Popa, « Întrebări îndreptăţite la o mare sărbătoare » [Questions pertinentes à la veille d'une grande fête], 22, n° 46, 30 novembre 1990, p. 8. Dans le même numéro de 22, le linguiste hongrois de Transylvanie Sándor N. Szilágyi conseillait aux Magyars d'essayer de comprendre la fierté des Roumains à propos du 1^{er} décembre, et aux Roumains de célébrer la fête nationale tout en faisant preuve d'empathie à l'égard des Magyars, chez qui cette date suscitait plus de chagrin que de désir de revanche (« Reflexii la o aniversare » [Réflexions à l'occasion d'un anniversaire], *ibid.*, p. 9).

9. Paul Ricoeur, « La marque du passé », *Revue de métaphysique et de morale*, janvier-mars 1998, pp. 7-31 (p. 31) : « C'est en délivrant, par le moyen de l'histoire, les promesses non tenues, voire empêchées et refoulées par le cours ultérieur de l'histoire, qu'un peuple, une nation, une entité culturelle peuvent accéder à une conception ouverte et vivante de leurs traditions. [...] L'inaccompli du passé peut à son tour nourrir de contenus riches des attentes capables de relancer la conscience historique vers le futur ».

10. La déclaration proclamant l'union de la Transylvanie, adoptée à Alba-Iulia le 1^{er} décembre 1918, garantissait notamment « une pleine liberté nationale pour tous les peuples habitant la Transylvanie [...], égalité complète et liberté religieuse pour toutes les confessions ». Elle promettait aux minorités le droit à l'administration locale, à l'enseignement et à la justice en langue maternelle. La déclaration a été republiée à la veille des élections législatives et présidentielle de 1992, à l'initiative de l'Alliance civique, dans 22, 18-24 septembre 1992, p. 1.

11. La Bukovine, territoire du nord de la Moldavie historique, était rattachée depuis 1775 à l'Empire des Habsbourg. La Bessarabie, territoire de l'est de la Moldavie historique compris entre le Pruth et le Dniestr, fut occupée par la Russie en 1812.

12. « L'État soutient le renforcement des liens avec les Roumains hors frontières et agit en faveur du maintien, du développement et de l'expression de leur identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse, en respectant la législation de l'État dont ils sont membres ». Pour une critique libérale de la Constitution, voir Daniel Barbu, *Sapte teme de politică românească* [Sept thèmes de la politique roumaine], Bucarest, Antet, 1997, pp. 135-137 ; et Cristian Preda, « Ce e România ? Filozofia politică a Constituţiei de la 1991 » [Qu'est-ce que la Roumanie ? La philosophie politique de la Constitution de 1991], dans Cristian Preda, *Modernitatea politică şi românismul* [La modernité politique et le roumanisme], Bucarest, Nemira, 1998, pp. 176-200.

13. Voir Alain Dieckhoff, « Nationalismes et sociétés plurales à la fin du XX^e siècle : quelles solutions ? », dans Joël Kotek (dir.), *L'Europe et ses « villes frontières »*, Bruxelles, Complexe, 1996. « Plurale » ne se confond évidemment pas avec « pluraliste ».

14. Dans le contexte de la Contre-Réforme catholique, Vienne a encouragé l'union de l'Église orthodoxe de Transylvanie à Rome, laquelle s'est réalisée en 1698. Cette union a assuré une promotion sociale au clergé, dont la formation a été prise en charge par Vienne, et a ouvert une perspective d'émancipation à l'ensemble de la population de souche roumaine de Transylvanie.

La première étape de ce programme a été réalisée en 1859 avec l'union de la Valachie et de la Moldavie, la seconde en 1918, au moment de l'effondrement des Empires : la Grande Roumanie était née, intégrant la Transylvanie, la Bukovine et la Bessarabie. Supposé uni, le corps national ne tarda cependant pas à montrer ses multiples failles. Une fracture séparait les élites éduquées en Occident de l'immense masse paysanne, largement analphabète et pauvre¹⁵. Les clivages ethniques s'étaient aggravés avec l'augmentation du poids des minorités, passé de 10 % dans le Vieux Royaume à 28,1 % dans la Grande Roumanie. S'ajoutaient enfin les décalages économiques, sociaux et culturels apparus entre les anciens et les nouveaux territoires, notamment la Transylvanie et la Bukovine, dont les populations étaient plus urbanisées et plus éduquées. Ces écarts constituaient un défi permanent pour l'unité revendiquée de la nation¹⁶.

L'utopie de l'union fut alors réactivée au service de la construction nationale. Il fallait unifier le territoire au moment où les passions irrédentistes des voisins, la Hongrie et l'URSS, et les pressions centrifuges des minorités menaçaient son unité. Le modèle adopté pour assurer la survie politique de la communauté fut celui de l'État-nation jacobin, mono-ethnique et mono-linguistique, supposé permettre l'effacement rapide des particularismes régionaux et locaux et réduire le poids des minorités dans la vie économique et culturelle. La Transylvanie, qui avait une tradition d'autonomie, fut subordonnée au centre. Cette dévalorisation par subordination administrative s'accompagna d'une survalorisation symbolique, des écrivains et des historiens construisant l'image mythique de la Transylvanie comme foyer du peuple roumain, centre de la roumanité, lieu d'une résistance héroïque à la magyarisation, bref incarnant le combat de toute une nation. Mais la politique de centralisation suscita des frustrations et des protestations¹⁷ parmi les élites roumaines locales qui avaient espéré, elles, la « transylvanisation de la Roumanie », c'est-à-dire l'adoption par le nouvel État roumain des traditions politico-administratives héritées de l'Empire austro-hongrois. Cette attitude restait toutefois ambiguë : dans la compétition avec les Hongrois, majoritaires dans toutes les grandes villes transylvaines¹⁸ et dominant la hiérarchie sociale, économique et culturelle, les Roumains de la province avaient en effet besoin du soutien de l'administration centrale. Illustration particulière de la logique homogénéisante stato-nationale décrite par Ernest Gellner, la mise en place de cette ingénierie nationale dans un cadre démocratique (imparfait) ne fut pas sans tensions, y compris roumano-roumaines.

L'essoufflement de ce nationalisme libéral au tournant des années vingt a coïncidé avec la cristallisation d'un roumanisme idéologique. Celui-ci est allé plus loin dans les fantasmes de l'unité et de la pureté ethnique. Il a réagi à la perception de la précarité de l'État, de la fragilité de la cohésion nationale¹⁹, en radicalisant le modèle organiciste et en définissant une identité métaphysique, atemporelle, orthodoxe²⁰. Sa quête était celle d'une nouvelle unité qui permît à la nation de

s'arracher au sous-développement, de surmonter ses divisions et de s'inscrire dans la modernité sans en subir les effets dissolvants. Disjointe de la démocratie et du pluralisme, la nation devenait un organisme total capable de dissoudre l'individu dans l'ensemble, un lieu où l'ethnicité se développait organiquement. Une unité mystique liait la nation à l'État. Les minorités étaient dès lors perçues comme des corps étrangers. Ce courant nationaliste, antisémite, dont l'expression politique fut le mouvement légionnaire²¹, a réuni des intellectuels prestigieux de l'époque – Mircea Eliade et Emil Cioran, notamment – et a eu un grand impact sur les esprits. Il porte une large part de responsabilité dans l'échec de la démocratie roumaine à la fin des années trente.

Le régime communiste, qui tirait sa légitimité de la rupture avec le système politique de l'entre-deux-guerres, n'a pourtant pas modifié en profondeur ce modèle national qui combinait le modèle « français » jacobin pour l'organisation de l'État et le modèle « allemand » ethno-culturel pour la définition de la nation. La construction nationale s'est poursuivie, ses composantes essentielles – la centralisation, l'unité, l'obsession de l'homogénéité – étant même radicalisées à partir des années soixante-dix.

La mise en place du système s'est faite dans la violence. Elle a entraîné la destruction brutale des élites politiques et intellectuelles traditionnelles, a laminé les bourgeoisies et les couches moyennes urbanisées, a détruit ce qui restait du village

15. En 1930, 79,8 % des Roumains habitaient la campagne et 72,3 % vivaient de la terre. Le taux d'alphabétisation était de 57 %. Voir Irina Livezeanu, *Cultural Politics in Greater Romania. Regionalism, Nation Building and Ethnic Struggle, 1918-1930*, New York, Cornell UP, 1995, pp. 9 et 36.

16. Pour une analyse de la construction nationale en Roumanie dans les années vingt, voir Irina Livezeanu, *op. cit.*

17. Ainsi le Parti national représentant les Roumains de Transylvanie a refusé de participer au couronnement du Roi à Alba-Iulia, en 1922, et n'a pas voté, en 1923, la nouvelle Constitution.

18. En 1930, la structure ethnique de la population urbaine de Transylvanie était la suivante : Roumains 35 %, Hongrois 37,9 %, Allemands 13,2 %, juifs 10,4 %. En 1910, les Roumains ne formaient que 19,7 % de la population urbaine de la province. Voir Sabin Manuilă, « Aspects démographiques de la Transylvanie », dans *La Transylvanie*, Institut de l'histoire nationale de Cluj, Académie Roumaine, Bucarest, 1938, pp. 793-856 (p. 801).

19. Ces perceptions ne constituent pas une spécificité roumaine, mais plutôt régionale. Les effets induits par ce sentiment de fragilité de l'existence nationale et de peur pour la survie de la communauté, les tentations de surcompensation ont été analysés notamment par l'auteur hongrois Istvan Bibó dans *Misère des petits États d'Europe de l'Est*, Paris, L'Harmattan, 1986.

20. Voir Sorin Antohi, *Civitas imaginis. Istorie și utopie în cultura română* [*Civitas imaginis. Histoire et utopie dans la culture roumaine*], Bucarest, Litera, 1994.

21. Fondée en 1927, la Légion de l'Archange Saint-Michel (Garde de Fer à partir de 1930, puis Mouvement légionnaire à partir de 1938) fut un mouvement de type fasciste, ultranationaliste, antisémite, antidémocratique, orthodoxiste (définissant l'orthodoxie comme consubstantielle à la roumanité), mystique, au fonctionnement paramilitaire, professant le culte de la mort. Les légionnaires ont pratiqué l'assassinat politique, exécutant notamment deux premiers ministres, I.G. Duca en 1933 et A. Călinescu en 1939. Ils affirmaient militer pour la « résurrection du peuple roumain » et la « réforme de l'homme ». À partir de 1932-1933, le mouvement a su attirer la jeune génération d'intellectuels anticonformistes, désireux de rompre avec le « marasme » roumain consécutif à la dépression de 1929, et dont le soutien est parfois allé jusqu'au militantisme actif. Au gouvernement entre septembre 1940 et janvier 1941 avec le maréchal Antonescu, le mouvement légionnaire fut liquidé en janvier 1941 après s'être rebellé contre ce dernier.

à travers une campagne brutale de collectivisation de l'agriculture menée entre 1950 et 1964. En même temps, l'État-parti a accéléré le processus d'homogénéisation nationale. L'industrialisation massive commencée dans les années cinquante a assuré une mobilité sociale rapide à des catégories jusque-là marginalisées et a drainé à un rythme intense les masses paysannes vers les villes, dont la composition sociale et ethnique a subi des mutations spectaculaires²². Ce fut la seconde urbanisation, après celle de l'entre-deux-guerres, ou plutôt une ruralisation des villes, en tout cas une entreprise radicale de modernisation sans modernité, pour reprendre la formule de Ralf Dahrendorf²³. Une nouvelle classe urbanisée, dépendant de l'État et devant son ascension au Parti, s'est cristallisée sur ces bases paysannes dans les années soixante et soixante-dix. Claude Karnoouh résumait ainsi ce processus : « Le régime communiste roumain a été le produit d'une révolution bâtarde – d'une révolution industrielle et urbaine accompagnant une guerre civile insidieuse (la guerre de classe) – accomplie par une fraction importante de la paysannerie qui, entre 1950 et 1980, a joué sciemment le parti communiste comme instrument de sa promotion sociale »²⁴.

Ce processus d'homogénéisation a eu une dimension sociale, mais aussi une dimension ethnique et territoriale. L'émigration massive des juifs et des Allemands à partir des années soixante-dix, celle moins importante, mais accélérée dans les années quatre-vingt, des Hongrois, touchant en particulier les élites intellectuelles²⁵, témoignent de ce phénomène. Ces départs répondaient à des mobiles très divers, parmi lesquels les discriminations ethniques ont joué un rôle certain, notamment chez les Hongrois dont la culture a été marginalisée et qui ont vu la rhétorique anti-magyare s'accroître dans les années soixante-dix. Mais le resserrement du contrôle idéologique et l'aggravation de la crise économique ont également poussé bien des « minoritaires » à l'exil. L'assimilation a, elle aussi, contribué à l'homogénéisation ethnique. L'urbanisation a roumanisé les villes transylvaines, les transformant en foyers d'assimilation pour les minorités²⁶. La région autonome magyare (1952-1960), instituée sous la pression soviétique, n'a représenté qu'une parenthèse, l'État-parti renouant rapidement avec la tradition centraliste et la radicalisant.

Cette accélération de l'homogénéisation a reposé en effet sur un projet politique qui a combiné, d'une part, la vulgate marxiste-léniniste, dont il a accentué la dimension égalitaire et la foi dans le progrès scientifique et technique, d'autre part, le discours ethno-national. Après la violence des années staliniennes, le parti est passé à un mode de contrôle symbolico-idéologique de la société. La nation a été réhabilitée. Le geste emblématique en a été le refus, au nom du principe d'indépendance nationale, de participer à l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968. Cette gesticulation indépendantiste et antisoviétique a élargi la base de légitimation du parti, notamment parmi les intellectuels.

La construction démiurgique de l'homme nouveau et de la nation socialiste, affi-

chée comme horizon à atteindre par le régime Ceausescu, a été insérée dans un cadre qui a valorisé des références traditionnelles, notamment l'unité. Les minorités étaient appelées à se fondre dans le « peuple travailleur unique ». Ce cadre s'est cristallisé progressivement dans les années soixante-dix autour de la fiction téléologique et linéaire d'une histoire nationale exempte de toute influence extérieure : depuis l'« État dace centralisé », il y a deux mille ans, jusqu'à la Roumanie communiste, le peuple-ethnie et son État avaient occupé continûment le même territoire. Le messianisme orthodoxe du mouvement légionnaire a cédé la place au messianisme communiste. La nation roumaine, libérée de la référence romantique à la paysannerie fondatrice, était appelée à dépasser l'Occident par le développement scientifique et technique.

Bref, le régime communiste a imposé un système de représentations sociales dominé par la nation. Il a unifié ainsi le monde social après les chocs des années stalinienne et a fourni des repères identitaires aux nouvelles classes urbanisées. Les critiques qu'il suscitait ont été formulées à partir du même terrain symbolique, la nation. Si elles définissaient cette dernière par l'ouverture à l'Occident²⁷, elles n'en confirmaient pas moins sa centralité. La tradition nationale n'a ainsi fait l'objet d'aucune remise en cause.

C'est dire que la fin du régime communiste était peu susceptible d'entraîner une rupture avec la tradition unitariste. Le slogan « Tous unis autour du Parti et du Conducator » est devenu, en décembre 1989, « Tous unis contre Ceausescu ». Puis, lorsque cette unité anticommuniste s'est révélée fictive, l'unité nationale fut redéfinie sur une base ethnique chez certains, culturelle et historique chez d'autres. La référence à l'unité est restée, elle, centrale.

22. Le poids de la population urbaine dans la structure démographique a augmenté d'une manière constante après 1948 : 23,4 % en 1948, 38,2 % en 1966, 43,6 % en 1977, 53,2 % en 1989. Voir Augustin Stoica, « Communism as a project for modernization : The Romanian case », *Polish Sociological Review*, n° 4 (120), 1997, pp. 313-332.

23. Cité par Muhamedin Kullashi, *Humanisme et baine. Les intellectuels et le nationalisme en ex-Yougoslavie*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 125. Pour une analyse du communisme comme entreprise de modernisation dont l'élaboration théorique initiale fut ouest-européenne, la réinterprétation et la mise en œuvre est-européennes (l'Europe de l'Est espérant sortir victorieuse de la compétition mimétique avec l'Occident), voir Gáspár Miklós Tamás, *Les idoles de la tribu*, Paris, Arcantère, 1991.

24. Claude Karnoouh, « Esquisse d'une histoire sociale, politique et culturelle de la Roumanie moderne », *Transitions (ex-Revue des Pays de l'Est)*, vol. XXXVI, n° 1-2, 1995, pp. 5-41 (p. 10).

25. Selon le recensement de 1948, les trois principales minorités étaient les Hongrois (1 500 000, 9,4 %), les Allemands (344 000, 2,4 %) et les juifs (139 000, 0,9 %). En 1992, il restait en Roumanie 1 625 000 (7,1 %) Hongrois, 119 000 (0,5 %) Allemands et 9 000 juifs.

26. Une étude démographique récente, qui confronte des sources statistiques roumaines et hongroises, estime à 800 000 ou 900 000 le nombre de personnes venues des régions transcarpatiques et installées en Transylvanie depuis 1945 (Árpád Varga E., « Hungarian population of Transylvania between 1870 and 1995 », Budapest, Teleki Laszlo Foundation, *Occasional Paper* n° 12, mars 1999, p. 35).

27. Voir Katherine Verdery, *National Ideology under Socialism. Identity and Cultural Politics in Ceausescu's Romania*, Berkeley, University of California Press, 1991.

Le retour sur le passé et ses blocages

Le retour sur le passé participe après 1989, dans les sociétés post-communistes, des récupérations et des reconstructions identitaires. Il est porté, du moins en partie, par la libération des mémoires. C'est l'émergence de l'archipel de mémoires conflictuelles qu'observait Tony Judt²⁸. En Roumanie, ces conflits se cristallisent, pour certains, autour des clivages ethniques et l'on assiste à la réactivation d'une histoire d'affrontements entre Roumains et Hongrois, par exemple. D'autres renvoient à des clivages politiques. L'entre-deux-guerres opposé à la période communiste, parenthèse dans l'histoire de la nation, en offre une illustration. D'autres encore portent au jour une diversité confessionnelle. C'est le cas pour la tension uniates-orthodoxes qui pose, elle aussi, la question de la définition de la nation. Le roumanisme de l'entre-deux-guerres avait inclus l'orthodoxie dans la formule identitaire. Avec la libération des mémoires, celle réprimée des uniates, dont l'Église a été interdite en 1948 par les autorités communistes, obligeant les fidèles à passer à l'orthodoxie, et celle des orthodoxes qui tendent à renouer avec leur statut d'Église dominante, la tension uniates-orthodoxes revient sur le devant de la scène. Le monopole de l'orthodoxie à exprimer la nation est mis en question. Plus que cela, c'est la pertinence du religieux comme critère de définition de la nation qui est interrogée. Certes, la résistance à l'idée de séparation entre nation et religion est forte²⁹, mais la question est posée, un débat engagé. Bref, le retour sur le passé permet, dans la fidélité à la tradition, de perpétuer une vision sacralisée de la nation, placée sous le signe de l'unité, tout en ouvrant la perspective d'un dépassement de cette représentation. La reconnaissance de la diversité et de la multiplicité des mémoires est une étape de ce processus à peine esquissé.

Les trois destinations privilégiées de ce retour sur le passé sont, depuis la chute du régime communiste : l'entre-deux-guerres, idéalisé en Âge d'or de la nation, « fantasme régressif hégémonique, pur lieu symbolique, dernier bastion des "idoles de la tribu" », comme le remarquait justement Sorin Antohi³⁰ ; les années de la Seconde Guerre mondiale ; et la période stalinienne. Sur les décennies Ceausescu, hormis les tentatives de réhabilitation de la part des cercles ultranationalistes, le silence est assourdissant, et très significatif.

Le mythe de l'entre-deux-guerres a été réactivé par les oppositions, notamment les intellectuels, immédiatement après la chute du régime communiste. Cette réactivation a procédé alors d'une triple logique. D'une part, le mythe tenait lieu de projet politique : le retour à la monarchie abolie par les communistes en 1947 devait renouer le fil de l'histoire et restaurer une tradition démocratique, ancrant la Roumanie en Europe, à l'heure justement où elle semblait s'en éloigner, ravagée par des violences interethniques et sociales. La Grande Roumanie de l'entre-deux-guerres, reconnue et respectée par l'Occident, était opposée à la Roumanie

post-communiste en déroute, avec ses conflits violents et ses « néo-communistes » au pouvoir. Il y avait aussi une volonté de récupération identitaire et, *last but not least*, une stratégie d'évitement, un refus de regarder en face l'hier proche, la période Ceausescu, avec ses ralliements et ses compromissions.

Cependant, ce mythe s'est révélé politiquement inefficace, les « néo-communistes » emportant une large majorité aux élections de 1990 et gardant le pouvoir jusqu'au scrutin de 1996³¹. Le soutien populaire à la monarchie est resté très faible tout au long de ces années. La majorité de la société ne s'est pas reconnue dans cette projection idéale. Ses institutions, ses réalités, ses représentations d'elle-même étaient fortement marquées par la période communiste dont le mythe de l'entre-deux-guerres faisait un « trou noir » de l'histoire roumaine, ou une maladie dont il fallait guérir.

Sans mobiliser l'électorat, l'idéalisation de cette période par une partie de la société a pourtant permis de croire à l'existence d'une « bonne roumanité », innocente puis pervertie par la maladie communiste dont elle fut victime³². La fin de la démocratie roumaine de l'entre-deux-guerres restait ainsi non expliquée, si ce n'était par des facteurs extérieurs comme l'abandon de la Roumanie par les démocraties européennes, au profit, d'abord, de l'Allemagne nazie puis de l'Union soviétique. Le recours au mythe a ainsi retardé la prise de conscience de la responsabilité historique de la nation en tant que communauté politique, sujet de son devenir. Il a donné une image lisse d'une période complexe, où se mêlaient modernisation rapide et critique violente de la modernité et de la démocratie fondée sur une vision fermée de la nation. Le discours d'après 1989 restait influencé par les catégories de cette « spécificité nationale » – orthodoxie, différences irréductibles avec l'Occident – qui avaient contribué à la constitution, dans les années trente, de l'extrême droite

28. Tony Judt, « The past is another country : Myth and memory in postwar Europe », *Daedalus*, vol. 121, n° 2, automne 1992, pp. 83-118 (p. 100) : « Pour l'Européen de l'Est, le passé n'est pas seulement un autre pays, mais un archipel réel de territoires historiques vulnérables, à protéger des attaques et des distorsions perpétrées par les occupants d'une île de mémoire voisine. C'est une question d'autant plus cruelle que l'ennemi se trouve presque toujours à l'intérieur : la plupart des ces dates [l'entre-deux-guerres, la Seconde Guerre mondiale, l'après-guerre, A. C.-P.] renvoient à des épisodes qui ont vu une partie de la communauté (définie par la classe, la religion ou la nationalité) tirer profit des malheurs des autres pour s'emparer du territoire, de la propriété ou du pouvoir ».

29. En septembre 1999, le gouvernement reprenait son projet de loi des Cultes, pour y définir l'Église orthodoxe comme Église nationale. La variante initiale du texte ne contenait pas cette précision, mais les protestations de la hiérarchie orthodoxe et d'un nombre important d'élus ont conduit le gouvernement à cette volte-face. À l'heure où nous écrivons, le texte n'a pas encore été voté au Parlement.

30. Sorin Antohi, « Amurgul idolilor » [Le crépuscule des idoles], *Sfera politicii*, n° 28, juin 1995, pp. 55-59 (p. 56).

31. En 1990, Ion Iliescu recueillait 85,07 % des voix et son parti, le Front du salut national, 66,31 % à l'Assemblée et 67,02 % au Sénat.

32. En 1990, l'essayiste H.-R. Patapieviici posait la question suivante : « Mon peuple avait-il subi une altération durant ces cinquante années de traversée du désert, ou bien, s'il était resté inchangé, n'avait-il jamais cru aux valeurs du monde de l'entre-deux-guerres, auxquelles je continuais pour ma part à croire ? ». « Poporul meu si cu mine » [Mon peuple et moi-même], dans H.-R. Patapieviici, *Cerul văzut prin lentilă* [Le ciel vu à travers la lentille], Bucarest, Nemira, pp. 83-86 (p. 85).

et facilité, par la délégitimation de la démocratie, la mise en place de la dictature antisémite du maréchal Antonescu, allié de Hitler contre les Soviétiques.

Or, si le mythe a éludé cette complexité, il n'a pas échappé à une forte tension. En effet, il exprimait à la fois la nostalgie de la démocratie de l'entre-deux-guerres, fortement idéalisée, et l'admiration pour les intellectuels brillants, parfois honorés en Occident, comme Eliade et Cioran, mobilisés durant cette période contre la démocratie parlementaire dénoncée comme corrompue et inadaptée à la spécificité nationale roumaine. La multiplication, à partir de 1992³³, des révélations sur les zones d'ombre de cette période a provoqué un choc chez certains citoyens (plutôt minoritaires), des réactions de défense et de repli chez d'autres, des contestations virulentes chez les nationalistes mobilisés autour du thème de l'« holocauste » subi par les Roumains de la part des juifs communistes. La désacralisation de l'entre-deux-guerres n'en est ainsi qu'à ses débuts. La responsabilité historique de la nation dans la disparition, par pogromes et déportations, de plus du tiers des juifs de Roumanie, responsabilité reconnue par le président Constantinescu en juillet 1997 au musée de l'Holocauste, peine à se frayer un chemin dans la conscience collective nationale³⁴.

Du passé communiste, c'est surtout la période de l'installation du régime qui a attiré les regards, avec le souvenir des répressions et des souffrances. Aussi l'évaluation de cet héritage s'est-elle faite presque exclusivement sous le signe de la condamnation morale, qui, pour nécessaire qu'elle soit, n'épuise pas le sens de la période. La réflexion sur les années communistes manque d'une approche analytique qui s'intéresse au fonctionnement de l'État, aux ralliements et aux soutiens accordés à différents moments – en 1968 notamment – au régime, à la poursuite de la construction nationale, mais aussi à la multiplicité des trajets individuels. Cette absence, cette fuite vers le méta-politique privent les individus et la société de références qui puissent rendre compte d'une expérience de vie, d'un passé encore présent.

La représentation dominante diffusée depuis l'effondrement du régime est en effet celle d'un communisme privé d'enracinement local (pourtant, le parti comptait 3 700 000 membres en 1989), dont le maintien s'expliquerait exclusivement par la violence et la répression. L'insistance sur la période stalinienne et l'approche des années Ceausescu à travers la seule question de l'accès aux dossiers de la Securitate ont permis d'étayer la thèse du communisme comme violence supportée, à quelques exceptions près, par la société dans son ensemble (remarquons au passage, à nouveau, la notion d'unité) et d'accréditer l'idée d'une spécificité roumaine dans l'intensité de la répression³⁵. Elles ont aussi ouvert la voie d'une systématisation du parallèle communisme/nazisme, goulag/holocauste. Or, si ce parallèle peut être utile à l'étude du fonctionnement des systèmes totalitaires, sa systématisation dans le contexte roumain permet également d'éluder la question de la participation de la

société et de ses membres, à des degrés divers et à différents moments, au soutien du régime communiste d'une part, aux ralliements à l'extrême-droite de l'autre. Il autorise l'auto-victimisation et occulte les responsabilités.

En revanche, les cercles nationalistes et xénophobes ont, eux, distingué un mauvais communisme, celui des crimes antinationaux des débuts, dont les responsables seraient les occupants soviétiques et les « allogènes » (en particulier les juifs et les Magyars, nombreux à la direction du parti jusqu'aux purges du début des années cinquante qui avaient notamment pour but de « roumaniser » celui-ci), d'un « bon » communisme, identifié au national-communisme de Ceausescu, qui s'est opposé à la fois à l'internationalisme « oriental » de Moscou et au libéralisme occidental³⁶. Ce communisme-ci avait réussi à préserver la nation face aux menaces soviétiques et hongroises de démembrement³⁷. Sa figure emblématique, Ceausescu, opposé en 1968 à Moscou au nom de l'indépendance et de la souveraineté nationale, est ainsi placé dans une lignée de « patriotes », à côté d'autres héros tels que le maréchal Antonescu, dictateur nationaliste, lui aussi « mythifié » comme sauveur de la patrie en souvenir de son combat pour la récupération de la Bessarabie et de la Bukovine septentrionale, rattachées à l'URSS en 1940³⁸. Les efforts en vue d'établir cette continuité remontent aux années quatre-vingt, avec la bénédiction de Ceausescu, qui rompait ainsi avec ses prédécesseurs communistes internationalistes, responsables de la condamnation et de l'exécution du général en 1946.

Bref, le mythe de l'entre-deux-guerres et le silence sur la deuxième partie de la

33. La publication par l'écrivain Norman Manea d'une réflexion sur l'engagement légionnaire de jeunesse de Mircea Eliade et sur le silence qu'il a gardé par la suite à ce propos a marqué le début du débat intellectuel sur l'entre-deux-guerres. (Norman Manea, « Mircea Eliade et la Garde de Fer », *Les Temps modernes*, n° 594, avril 1992, pp. 90-115). Une autre étape importante fut la publication du journal de l'écrivain roumain d'origine juive Mihail Sebastian, ami d'Eliade et de Cioran, qui décrit l'ambiance du Bucarest des années trente, marquée par la montée du mouvement légionnaire et le ralliement de bon nombre de ses amis à ce mouvement (Mihail Sebastian, *Jurnal 1935-1944*, Bucarest, Humanitas, 1996).

34. Selon l'historien Radu Ioanid (*Evreii sub regimul Antonescu* [Les juifs sous le régime Antonescu], Bucarest, Hasefer, 1997), le nombre des victimes juives s'élève à 250 000. Carol Iancu (« La Shoah en Roumanie », *Les Temps modernes* n° 599, mai-juin 1999, pp. 43-65) avance le chiffre de 264 900, soit 43 % des juifs de Roumanie sans la Transylvanie du Nord, rattachée à la Hongrie entre 1940 et 1944. Les estimations des historiens varient entre 150 000 et 250 000 (150 000 pour Dinu C. Giurescu, *România în al doilea război mondial 1934-1945* [La Roumanie dans la Seconde Guerre mondiale], Bucarest, ALL, 1999 et pour Alex Mihai Stoinescu, *Armata, Maresalul si Evreii* [L'armée, le maréchal et les juifs], Bucarest, RAO, 1998).

35. Voir notamment Gabriel Liiceanu, « O pozitie privilegiata in sens negativ » [Une position privilégiée en un sens négatif], 22, n° 41, 18-25 octobre 1991, p. 9.

36. Voir notamment Ilie Bădescu, « Sfârșitul erei social-democrate (triumful sociologiei poporaniste) » [La fin de l'ère social-démocrate. Triomphe de la sociologie populiste], dans C. Stere, *Social-democratism sau poporanism ?* [Social-démocratie ou populisme ?], Galati, Porto-Franco, 1996, pp. 269-306.

37. Voir Achim Mihu, « Destăinuiriile si scenariul profesoarei americane Katherine Verdery » [Les révélations et le scénario de la professeur américaine Katherine Verdery], *Românul*, vol. II, n° 44, 4-10 novembre 1991, pp. 1 et 5.

38. Le 27 juin 1940, la Roumanie céda aux injonctions de l'Union soviétique, qui avait demandé l'évacuation de la Bessarabie et de la Bukovine septentrionale. Le 30 août, ce fut le tour de la Transylvanie du Nord, rattachée à la Hongrie. Le 22 juin 1941, Antonescu, allié à Hitler, lance l'offensive pour la récupération de la Bessarabie et de la Bukovine, les troupes roumaines et allemandes franchissant le Pruth.

période communiste ont laissé libre un espace dans lequel les milieux nationalistes ont installé un autre mythe, celui de Ceausescu et Antonescu comme sauveurs de la nation.

Autant dire que ni l'héritage pré-communiste, ni l'héritage communiste n'ont encore fait l'objet de réévaluations importantes. La société entretient avec son passé des rapports marqués, comme le soulignait l'historien roumain Lucian Boia³⁹, par un « blocage mythologique » qui s'exprime notamment par la quête d'un Âge d'or. C'est, au moins en partie, la conséquence d'une inadéquation des catégories utilisées pour penser et représenter ce passé proche, par rapport aux expériences et aux perceptions individuelles. Il s'agit d'une crise du sens. La « mythologisation », que ce soit celle de l'entre-deux-guerres, d'Antonescu ou de Ceausescu, au-delà des divisions de l'imaginaire collectif qu'elle révèle et de l'aspiration à l'unité qu'elle traduit, montre aussi l'extrême difficulté qu'éprouve la société roumaine pour faire le deuil d'un sens univoque et révélé.

Le temps court : retour sur la différenciation

Les pesanteurs du temps long et du moyen terme favorisent la perpétuation de la tradition unitariste. Le temps court voit en revanche s'accélérer la différenciation et la fragmentation au sein de la nation. Les pressions venues de l'extérieur, celles, globales, de la modernité tardive et de la mondialisation et celles, locales, de l'Europe institutionnelle, jouent en faveur d'une révision de cette tradition, d'un ajustement des représentations de la nation. L'aspiration au « retour » à l'Europe intervient ainsi comme moteur de modernisation. En même temps, le constat de l'écart entre ce modèle et la réalité nationale suscite des frustrations, l'absence (réelle ou perçue comme telle) de réponses de l'Occident aux attentes qu'il suscite renforce les ressentiments.

Les inflexions des représentations et des pratiques de la nation de ces dix années postcommunistes, tout en ayant leur dynamique propre, s'insèrent dans cette dialectique de l'attraction et du repli face à un certain modèle occidental.

La première est le reflux des passions irrédentistes. La sacralisation du territoire de la nation, fixé, dans la géographie romantique du XIX^e siècle, entre le Dniestr et la Tisa et validé par les frontières de 1918, est l'un des piliers de l'idéologie nationale depuis plus de cent ans. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Bessarabie et la Bukovine sont restées à l'extérieur des frontières roumaines, intégrées à l'URSS. La « fraternité » communiste a longtemps interdit les manifestations d'irrédentisme. Mais, lors du dernier congrès du Parti communiste, en 1989, Ceausescu a rappelé à l'Union soviétique, confrontée alors au problème des pays Baltes, qu'elle détenait également des territoires roumains.

L'activisme unitariste s'est renforcé après la chute du régime, en particulier en

1991-1992, à la faveur de l'éclatement de l'URSS et de l'indépendance de la Moldavie. En août 1991, la Roumanie était le premier État à reconnaître celle-ci ; en décembre de la même année, le Parlement adoptait une déclaration solennelle qui réclamait des négociations afin de régler le statut des territoires « abusivement incorporés » à l'Union soviétique par suite du pacte Ribbentrop-Molotov. Toutefois, sous la pression des réalités géopolitiques, les élites roumaines ont évolué vers davantage de pragmatisme. Dans la société, l'enthousiasme des retrouvailles a fait place aux désillusions et finalement à l'indifférence. L'idéal de la réunification rapide avec la Moldavie a été abandonné (rappelons que les minorités y représentent un peu plus de 35 % de la population et que l'État est confronté à la revendication indépendantiste de la Transnistrie russophone). Renonçant à changer les frontières, les Roumains ont mis en avant l'idée du rapprochement économique et culturel. De même, la frontière avec l'Ukraine, et donc l'appartenance de la Bukovine à celle-ci, ont été reconnues dans un traité d'amitié bilatéral signé le 2 juin 1997. Les autorités roumaines furent alors fustigées par certains opposants pour « avoir renoncé à des territoires qui avaient appartenu au patrimoine national-territorial, où s'était déroulée l'ethnogenèse des Roumains et s'était cristallisée une histoire millénaire ». La Roumanie abandonnait ainsi définitivement « l'idéal national dans son aspect territorial, tel qu'il fut validé en 1918 »⁴⁰. Pourtant, cette désacralisation du territoire, sélective, puisqu'elle concerne principalement la Bessarabie et la Bukovine, est réelle : la signature du traité avec Kiev n'a pas mobilisé la société, qui se passionnait bien davantage, au printemps 1997, pour l'intégration à l'OTAN. Plusieurs facteurs expliquent cette désaffection. D'une part, la poursuite de la construction nationale sous le régime communiste a contribué à renforcer l'identification de l'État-nation à son territoire de 1947⁴¹. D'autre part, l'aspiration à l'intégration européenne a limité les manifestations d'irrédentisme sous la pression de la norme occidentale. Cet attrait de l'Occident amoindrit aussi la solidarité avec ceux qu'on appelait, en 1991, les « frères d'au-delà du Pruth », parce qu'il hiérarchise les identités selon un axe Est-Ouest : les Roumains de l'Est, ceux de Moldavie ou d'Ukraine, apparaissent dès lors moins intégrés à la modernité et suscitent un certain rejet, ou du moins une prise de distance⁴².

39. Lucian Boia, *Istorie si mit în constiința românească* [Histoire et mythe dans la conscience roumaine], Bucarest, Humanitas, 1997, p. 292.

40. Florin Constantiniu, « De la pactul Molotov-Ribbentrop la tratatul cu Ucraina » [Du pacte Molotov-Ribbentrop au traité avec l'Ukraine], *Adevărul literar și artistic*, n° 359, 9 mars 1997.

41. Les enquêtes menées par le sociologue hongrois György Csepeli auprès des Hongrois, des Slovaques et des Roumains confirment cette remarque. Csepeli souligne que les frontières politiques d'après 1947 ont fragmenté l'unité de la nation culturelle. Pour autant, elles n'ont pas créé chez les minorités une identification politique au nouvel État (György Csepeli, « A határok hatalma és hatalomnékülisége » [Puissance et impuissance des frontières], *Kritika*, n° 7, juillet 1999, pp. 18-20).

42. Cette hiérarchisation selon l'axe Est-Ouest influence également les représentations qu'ont les Hongrois de Hongrie de ceux de Roumanie. Voir György Csepeli, art. cité.

Les rapports entre l'État roumain et la minorité hongroise ont également connu des changements, malgré les inerties et les résistances. Nous avons déjà noté la réactivation du clivage ethnique immédiatement après la chute du régime communiste, lorsque fut posée la question de la composition de la communauté nationale légitime. La minorité hongroise s'est alors engagée dans une dynamique de construction nationale de caractère institutionnel. Ce processus a valorisé l'unité de la communauté, les Hongrois étant représentés par une seule organisation politique, l'Union démocratique des Magyars de Roumanie (UDMR), laquelle se trouvait sous la double influence du discours ethno-national roumain et du nouvel engagement de la Hongrie en faveur de l'autonomie des minorités magyares. Les Hongrois de Roumanie se sont ainsi définis, à partir de 1992, comme une communauté autonome, élément constitutif de l'État. L'UDMR s'est fixé comme objectif d'obtenir la reconnaissance par l'État d'un système d'autonomies, personnelle, culturelle et territoriale, pour les deux départements de Harghita et Covasna où les Hongrois sont majoritaires, avec respectivement 85 % et 76 % de la population. Trois types de discours ont accompagné cette élaboration théorique. Un discours du ressentiment, archaïque, agressif, centré sur la mise en place rapide des autonomies, y compris au prix d'une politique de confrontation avec les élites roumaines. Un discours ouvert à la négociation avec les Roumains, élaboré à partir des catégories d'un romantisme conservateur d'une part, des normes européennes en matière de droits des minorités d'autre part, ayant pour objectif de maintenir la présence magyare en Transylvanie dans ses proportions actuelles alors que l'exil, notamment d'une jeunesse attirée par une Hongrie plus développée, s'accélérait après 1989. La question des autonomies s'émancipait là du cadre étroit du court terme, l'inscrivant dans une vision d'avenir. Enfin, le troisième discours, modernisateur et minoritaire, était formulé dans le langage du multiculturalisme, insistant davantage sur les individus et leurs compétences, ainsi que sur la nécessaire collaboration avec la majorité pour la modernisation du pays.

La cooptation de l'UDMR dans la coalition gouvernementale lors de l'alternance de 1996 a favorisé le deuxième de ces discours. Elle a ouvert l'accès du personnel politique de souche hongroise à des positions dans l'administration centrale, départementale et locale. Elle a aussi contribué à débarrasser quelque peu l'UDMR de son image de cinquième colonne de l'irrédentisme hongrois, à la « dédramatiser » et à faire avancer la reconnaissance du pluralisme ethnique. Ces remarques doivent toutefois être tempérées. L'intégration des Magyars dans la coalition a pu faire croire à un mouvement de la démocratie roumaine vers un modèle consensuel, voire consociationnel. La réconciliation roumano-hongroise était en effet un élément important du discours de légitimation des nouvelles autorités, notamment face aux différentes instances occidentales dont l'aide était sollicitée. Mais on ne saurait négliger les pesanteurs historiques, le peu de confiance entre la majorité et la minorité⁴³,

le manque de cohésion civique.

Les réaménagements en cours des rapports entre État et minorité combinent en effet, dans une formule qui ne manque ni d'ambiguïté ni d'instabilité, le modèle de la démocratie libérale classique et celui de la démocratie ethnique, qui aménage des liens privilégiés entre la majorité et l'État tout en reconnaissant le caractère pluri-national de la population. Le renouvellement de la législation sur l'éducation et sur l'administration publique depuis 1996 a élargi le champ des droits linguistiques des minorités, des Hongrois en particulier. L'éducation en langue maternelle à tous les niveaux, la mise en place d'inscriptions bilingues dans les communes où la minorité dépasse les 20 %, le droit à l'usage de la langue maternelle dans les relations avec l'administration constituent autant d'avancées dans la reconnaissance du pluralisme ethnique. Mais ces réformes ont suscité chaque fois de très fortes résistances dans la classe politico-intellectuelle roumaine, dont une majorité reste attachée à la vision de l'État-nation ethnique. Ces petits pas sont effectués en partie sous la pression des normes européennes. L'avenir des négociations entre majorité et minorité ne peut pas être détaché de celui du rapport à l'Europe.

La reconnaissance du pluralisme ethnique n'est pas la seule tendance en tension avec la tradition stato-nationale, unitariste et centraliste, roumaine. La fin de l'économie planifiée et l'ouverture à l'extérieur ont renforcé les disparités régionales⁴⁴. Sans coïncider exactement avec les limites des régions historiques, ces lignes de clivage incitent néanmoins à relativiser les effets des politiques d'homogénéisation qui se sont succédé depuis un siècle. En même temps, elles confrontent l'État au défi de l'intégration nationale. Or, depuis la chute du régime communiste, la reconduction de la tradition centraliste a entravé toute réforme véritable de l'État. Certes, une certaine décentralisation a eu lieu, en partie sous la pression occidentale, et une loi sur le développement régional a été adoptée en 1998, avec le soutien de l'Union européenne. Mais le cadre fixé dans ce texte manque encore de substance⁴⁵. L'État centralisé peine à satisfaire les revendications locales, à accélérer la modernisation, à créer des richesses.

Les critiques que suscite cet état de choses sont étroitement liées, depuis deux

43. Selon un sondage Metro Media Transilvania réalisé en septembre 1999, 53 % des Roumains considèrent que les Hongrois de Transylvanie désirent détacher cette province de la Roumanie et 58 % croient que l'UDMR veut cette séparation (*Cotidianul*, 8 octobre 1999, p. 2).

44. Selon le Livre vert du développement régional, la pauvreté et le sous-développement sont localisés dans deux aires principales : le Nord-Est, correspondant à la province historique de la Moldavie, et le Sud, plus ou moins confondu avec la Valachie. L'Ouest et le centre sont les zones les plus développées selon des critères tels que le revenu des ménages, les équipements, le potentiel économique. *Cartea verde si politica de dezvoltare regională în România* [Le Livre vert et la politique de développement régional en Roumanie], Bucarest, 1997, cité par Sabina Fati, « Regionalism prin descentralizare sau criză prin fragmentare ? » [Régionalisme par décentralisation ou crise par fragmentation ?], *Altera*, n° 10, 1999, pp. 7-18.

45. Le texte de la loi peut être consulté dans *Curentul* du 3 décembre 1998. Elle définissait huit régions qui devaient être formées sur la base du regroupement volontaire des départements.

ans, à la Transylvanie, et cela pour deux raisons. D'une part, cette province réunit des départements plus riches que la moyenne, qui se considèrent comme défavorisés par la redistribution des ressources⁴⁶. De l'autre, la province occupe une place particulière dans l'imaginaire national roumain. Elle fut d'ailleurs souvent instrumentalisée dans le débat politique postcommuniste, les nationalistes-populistes brandissant le danger de sa sécession sous la pression hongroise. Cet infléchissement récent du « thème transylvain » vers la mise en cause du centralisme traditionnel reflète l'aggravation du malaise économique et social, laquelle est elle-même liée à l'incapacité des forces politiques arrivées au pouvoir lors de l'alternance de 1996 à répondre aux attentes qu'elles avaient suscitées et à fixer un horizon précis pour l'intégration européenne. Ce « thème transylvain » présente ainsi trois dimensions : économique, politico-administrative et identitaire.

Le ressentiment d'une province relativement riche à l'égard d'un centre qui s'efforce de garder le contrôle des ressources va croissant⁴⁷. Par ailleurs, la Transylvanie est la région qui attire, avec la capitale, la majorité des investissements de la Hongrie voisine, économiquement plus développée, membre de l'OTAN, en négociation d'adhésion avec l'Union européenne⁴⁸. Si les ultranationalistes n'hésitent pas à agiter le danger de colonisation de la Transylvanie par le capital hongrois, les autorités locales des départements frontaliers de la Hongrie sont sensibles aux possibilités ouvertes par la coopération transfrontalière et régionale⁴⁹. D'où des réactions contrastées à la « question transylvaine ». Certains seraient favorables à une recentralisation, seule à même de réduire les décalages régionaux et de maintenir la cohésion nationale⁵⁰, d'autres appellent à la poursuite de la décentralisation, à la mise en place de véritables pouvoirs locaux rapprochant la politique des citoyens⁵¹, d'autres encore sont favorables à une réforme profonde de l'État impliquant l'abandon du modèle unitariste au profit d'un développement fédéral⁵². La nécessité de prendre en compte la dimension régionale, et non pas seulement ethnique, de la Transylvanie a été soulignée par le dernier congrès de l'UDMR, en mai 1999. À travers ce débat est ainsi posée la question plus générale de la réforme politico-administrative de l'État-nation et de la capacité de celui-ci à répondre aux défis lancés par l'intégration européenne, supposant notamment l'adoption du principe de subsidiarité.

Mais le débat dépasse les seules dimensions économique et politico-administrative. L'identité de la Transylvanie est en voie de redéfinition. L'instrumentalisation de la différence ethnique après 1989 a réactivé une vision qui fait d'elle le symbole de la lutte nationale roumaine contre la domination hongroise. Mais en même temps, le passage à la démocratie a favorisé la naissance d'une conception concurrente, celle d'une identité centre-européenne fondée sur son passé de province de l'Empire des Habsbourg et s'accommodant bien de la diversité ethnique et culturelle. Cette version remet en cause la vision monolithique de l'identité roumaine. Une telle reva-

lorisation de la diversité n'échappe pas toujours à l'idéalisation des réalités et s'inspire en partie du discours centre-européen de la dissidence polonaise, tchèque et hongroise des années quatre-vingt. En même temps, elle n'est pas dépourvue d'un certain orientalisme visant à construire, à l'heure de la dépréciation des Balkans, une identité plus positive⁵³.

Ainsi le débat sur la Transylvanie reflète bien ces deux logiques contradictoires à l'œuvre en Roumanie, l'une favorable à la sacralisation de l'unité nationale, l'autre à sa relativisation – la première étant nettement dominante. La proximité de la Hongrie, dont l'intégration future à l'Union européenne mettra l'espace Schengen aux portes du pays, renforce son tropisme occidental, favorise une

46. Le PIB par tête d'habitant serait deux fois plus élevé en Transylvanie que dans le reste du pays. Voir Gusztáv Molnár, « Problema transilvană în noul context politic » [Le problème transylvain dans le nouveau contexte politique], dans Gabriel Andreescu, Gusztáv Molnár (dir.), *Problema transilvană* [Le problème transylvain], à paraître.

47. Un sondage Metro Media Transilvania effectué uniquement au sein de la population urbaine de Transylvanie qui lit régulièrement les journaux offre des indications en ce sens. 55 % des personnes interrogées considèrent que la Transylvanie devrait bénéficier d'une autonomie renforcée sur le plan administratif, 50 % dans le domaine de l'éducation, 57 % dans le domaine de l'économie, 55 % sur le plan culturel, 40 % (mais 46 % contre) sur le plan politique. *Cotidianul*, 28-29 août 1999, p. 3.

48. Les investissements hongrois en Roumanie s'élevaient en septembre 1999 à 86 millions de dollars et plaçaient la Hongrie en treizième position parmi les investisseurs étrangers. La majorité de ces investissements a été réalisée à travers des sociétés mixtes roumano-hongroises. La moitié était concentrée à Bucarest, l'autre moitié en Transylvanie. József Maté, « Szomszédba megy a magyar töke » [Le capital hongrois va dans les pays voisins], *Népszabadság*, 10 septembre 1999, <http://www.nepszabadsag.hu/Redakcio/Doc.asp?SID=1&IID=1271&CID=21&AID=61151>

49. Cinq départements du nord-ouest de la Roumanie ont adhéré à l'euro-région carpatique, qui rassemble des territoires de Slovaquie, Hongrie, Pologne et Ukraine. En 1997 a été constituée l'euro-région Danube-Mures-Tisa, réunissant des départements roumains, hongrois et yougoslaves (la Voïvodine). La Roumanie a été à l'initiative de deux autres euro-régions avec l'Ukraine et la Moldavie, dont seul le cadre est à ce jour fixé.

50. Cette option apparaît dans la rhétorique du principal parti de l'opposition, le Parti de la démocratie sociale roumaine (PDSR). Adrian Năstase, son président exécutif, a critiqué les faiblesses de l'État roumain qui doit retrouver « sa fonction d'organisateur de la cohésion nationale, économique et sociale » (*Timpu*, n° 25, 25-28 juin 1999). En juillet 1999, il a mis en garde contre l'intention des « révisionnistes hongrois » de s'inspirer du modèle du Kosovo pour déstabiliser la Transylvanie (Ion M. Ionita, « Adrian Năstase prezintă un calendar sumbru » [Adrian Năstase présente un sombre calendrier], *Adevărul*, 15 juillet 1999).

51. La loi de finances pour 1999 distribuait ainsi les ressources issues de l'impôt sur les salaires : 50 % pour l'État, 35 % pour les municipalités et 15 % pour les départements. Liviu Antonesei, « Un studiu foarte incitant. Cîteva paranteze la "Problema transilvană" de Molnár Gusztáv » [Une étude très stimulante. Quelques remarques sur "La question transylvaine" de Gusztáv Molnár], dans Gabriel Andreescu, Gusztáv Molnár (dir.), *op. cit.*

52. C'est la position défendue par une nouvelle fondation, Pro-Transilvania, créée en septembre 1998 par un jeune journaliste roumain de Cluj-Napoca, Sabin Gherman. Parmi ses objectifs figurent l'autonomie administrative de la Transylvanie et « la renaissance des valeurs spirituelles purement transylvaines ». Sa capacité d'attraction dans la population transylvaine reste limitée. Voir son article « M-am săturat de România » [J'en ai assez de la Roumanie], *Monitorul de Cluj*, 16 septembre 1998. La même opinion est soutenue de manière beaucoup plus élaborée par Gusztáv Molnár, « Problema transilvană » [La question transylvaine], *Altera*, n° 8, 1998, pp. 42-66. L'auteur défend l'idée que seule une réforme profonde de l'État-nation roumain, impliquant une révision, inspirée du modèle écossais, du caractère unitaire de l'État inscrit dans la Constitution peut ouvrir la voie à une modernisation réussie et à l'intégration européenne de la Roumanie. Les commentaires suscités par cette étude et la réponse de l'auteur sont réunis dans Gabriel Andreescu, Gusztáv Molnár (dir.), *op. cit.*

53. Pour une définition d'une identité transylvaine radicalement différente de la roumanité, voir Sabin Gherman, art. cité. Pour une définition « mitteleuropéenne » de l'identité transylvaine comme variante de l'identité roumaine, voir les travaux du groupe « La troisième Europe » de Timisoara, ainsi que Gusztáv Molnár, « Problema transilvană », art. cité.

relativisation de l'identité, une révision de la tradition centralisatrice, et aussi une exigence d'efficacité administrative. Mais la présence et l'instrumentalisation de la fracture ethnique s'opposent à ce mouvement.

La chute du régime communiste a confronté la société roumaine, comme les autres sociétés d'Europe centrale et orientale, à une perte des repères, à une « situation d'anarchie épistémologique » selon la formule de Vladimir Tismăneanu⁵⁴, suscitant désarroi et confusion. L'ouverture brusque vers l'extérieur, vers l'économie mondialisée et les institutions occidentales, a accéléré le mouvement⁵⁵. Elle a enclenché notamment une dynamique de diversification, donc aussi de fragmentation de la société. L'une des réactions à ces bouleversements souvent peu lisibles a été la réactivation d'une tradition de la nation dont les jalons avaient été fixés au XIX^e siècle, au début de la construction nationale. Dix ans après le changement de régime, cette tradition a certes connu des ajustements, mais aussi des tentatives de réenchâtement. « L'identité de tout organisme, individuel ou collectif, est faite d'une négociation perpétuelle entre la continuité et le changement (entre la fidélité et le renouvellement) et entre lui-même et son environnement, entre l'intérieur et l'extérieur, entre soi et les autres », écrivait récemment Pierre Hassner⁵⁶. Cette négociation se poursuit. Ses deux termes extrêmes sont aujourd'hui la tentation du repli sur une communauté cimentée par ses frustrations plus que par des projets communs, et celle de l'émigration vers l'Ouest, c'est-à-dire de la séparation, fût-elle provisoire, de cette communauté⁵⁷. Pris entre les deux, les Roumains sont confrontés à la tâche difficile de repenser leur modèle national, de désacraliser l'unité nationale par la reconnaissance du pluriel et de se projeter dans l'avenir en tant que communauté politique.

54. Vladimir Tismăneanu, *Fantasies of Salvation. Democracy, Nationalism and Myths in Post-Communist Europe*, Princeton UP, 1998.

55. Pour une analyse, dans le temps long de la modernité, des effets de cette accélération du mouvement voir Patrick Michel, « Religion, nation et pluralisme. Une réflexion fin-de-siècle », *Critique internationale*, n° 3, printemps 1999, pp. 79-97.

56. Pierre Hassner, « Entre quatre mondes, à la recherche de l'identité perdue », *Projet*, n° 258, été 1999, pp. 55-64, (p. 56).

57. Un récent sondage réalisé par l'Organisation internationale pour les migrations révélait que 40 % des Roumains avaient des projets d'émigration, plus de 20 % d'entre eux ayant déjà effectué des démarches concrètes en ce sens. Cité par Mircea Boari, « Un loc din care vrei sa fugi » [Un lieu d'où l'on veut s'enfuir], *Curentul*, 18 mai 1999, <http://curentul.logicnet.ro>.